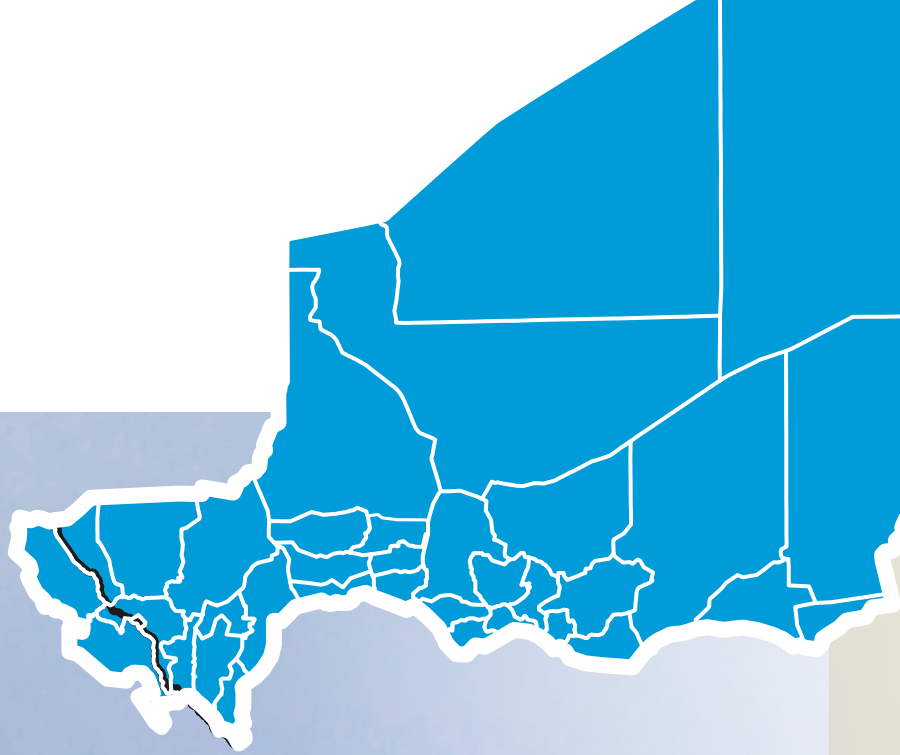


Rapport de L'équipe Pays 2024



Niger



NATIONS UNIES
NIGER



Table des matières

Avant-propos (RC Mama Keïta).....	3
Présentation de l'équipe pays du Niger	4
Principaux partenaires	5
LE NIGER EN CHIFFRES.....	6
Chapitre I. Evolution du contexte national et Régional.....	8
II. Résultats clés de l'appui du Système des Nations Unies au Niger à travers le Cadre de Coopération pour le développement – UNSDCF 2023-2027	10
2.1. RAPPEL DES PRIORITES NATIONALES DU NIGER	11
2.2 Priorités stratégiques du Cadre de Coopération pour le Développement Durable : effets et produits.....	12
2.2.1 Vue d'ensemble sur les résultats obtenus sous la Gouvernance, paix et sécurité... 12	
2.2.2. Vue d'ensemble sur les résultats obtenus sous le capital humain..... 20	
2.2.3. Vue d'ensemble sur les résultats obtenus sous la modernisation du monde rural et le changement climatique..... 30	
2.2.3.4.1. DROITS HUMAINS	36
2.3. Défis et opportunités dans la mise en œuvre de la réforme : Cohérence (interne et externe) , efficacité et efficience des Nations unies dans le Pays.....	40
III. Vue globale sur les ressources financières et la mobilisation des ressources.....	42
IV: Leçons apprises et perspectives pour l'année 2024.....	44
V. Conclusion et perspectives pour l'année 2025	45
Acronymes	46

L'année 2024 a marqué une étape déterminante pour le Niger dans la poursuite de ses objectifs de développement durable, dans un contexte national et international marqué par des défis multiformes – sécuritaires, humanitaires, économiques et climatiques – mais aussi par de nouvelles opportunités de collaboration et de transformation.

Des moments clés ont jalonné cette année, notamment la visite de la Vice-secrétaire générale des Nations Unies en juillet 2024 et celle des directeurs régionaux en juin. Ces missions stratégiques ont donné lieu à un exercice inédit de co-création participative, aboutissant à l'élaboration de quatre programmes phares centrés sur : l'éducation et la formation, la jeunesse et l'employabilité, l'amélioration de la gouvernance socio-économique et la souveraineté alimentaire.

Ces programmes s'alignent pleinement avec les priorités nationales, notamment la vision du Président Abdourahamane Tiani, le Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP), ainsi que les engagements du Niger dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'année 2024 a également été marquée par l'accélération de la réforme du Système des Nations Unies pour le développement, visant à accroître l'impact de notre action collective. Grâce au renforcement de la fonction de coordination, à la mise en place d'approches intégrées et à la promotion de solutions innovantes et inclusives, nous avons pu mieux répondre aux attentes des populations et des institutions nationales.

Madame Mama Keïta
Coordonnatrice Résident des
Nations Unies au Niger



©ONU NIGER

Notre action a été rendue possible grâce à la qualité des partenariats développés avec le Gouvernement du Niger, la société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers ainsi que les communautés elles-mêmes. Ces collaborations ont permis de mobiliser des ressources, de combiner nos expertises et, dans certaines situations, de mutualiser nos interventions pour maximiser l'impact auprès des populations bénéficiaires.

Ce rapport illustre les avancées majeures réalisées en 2024 par l'Équipe Pays des Nations Unies. Il témoigne de notre engagement indéfectible à accompagner le Niger sur la voie d'un développement inclusif, durable et résilient. Nous réaffirmons notre volonté d'œuvrer, aux côtés de toutes les parties prenantes, pour bâtir un avenir porteur d'opportunités et de prospérité pour toutes et tous.

Présentation de l'équipe pays du Niger

L'équipe pays du Niger est composée de 20 agences résidentes de l'ONU, 2 institutions financières internationales et 3 agences non-résidentes



Mme. Ngone Diop
CEA



M. Luc Genot
FAO



M. Eric Rwabidadi
FIDA



M. Omer K. Kebiwou
HCDH



Mme. Coumba Diop
ILO



M. Safari Djumapili
OCHA



M. Ben Oduwa
OIM



Dr. Casimir Manengu
OMS



M. Laouali M. Sadissou
ONUDC



Mme. Maimouna Seyni
ONU Femmes



M. Moustapha Issa
ONUSIDA



Mme. Kinday Samba
PAM



Dr. Nicole Kouassi
PNUD



M. Mathias Spaliviero
UN-Habitat



M. Olivier Yara
UNCDF



M. Saidou Kabore
UNFPA



M. Emmanuel Gignac
UNHCR



Mme. Djanabou Mahonde
UNICEF



M. Hubert D. Mandjodi
UNOPS



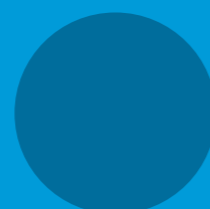
M. Han Fraeters
Banque Mondiale



M. Mohamadou Ly
FMI



Mme. Aissatou Diallo
ITC



UNEP



M. Dimitri Sanga
UNESCO

Institutions financières

Agences non-résidentes

Principaux partenaires



Union Européenne



Allemagne



Suisse



Australie



Arabie Saoudite



Japon



Italie



Norvège



Pays-Bas



Belgique



Suède



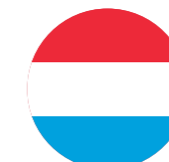
Canada



Danemark



Espagne



Luxembourg



Royaume-Uni



Etats-Unis d'Amérique



Finlande

Institutions financières

Banque Mondiale, FMI
Comite Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Commission de l'UEMOA, Banque Africaine de Développement (BAD)
Banque Islamique de Développement (BID)
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD),
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

Les pays donateurs

Union Européenne/ECHO, Allemagne, Italie, Arabie Saoudite, Japon, Australie, Norvège, Pays Bas, Suisse, Belgique, Suède, Canada, Danemark, France, Espagne, Etats -Unies, Grande Bretagne, Luxembourg, Finlande

Les Ministères techniques

Santé, éducation, sécurité intérieure, développement communautaire, hydraulique, finances, Energie, Affaires Etrangères, formation professionnelles, femmes et jeunesse, justice, actions humanitaires, urbanism...

Institutions de l'Etat

CENI, CNDH, CSC, Médiature, HACP, CNCCA, I,

Organisation non gouvernementales

Les ONGs internationales humanitaires
Les ONGs Nationales évaluées
Les réseaux des femmes
Les réseaux des jeunes
Les associations des chefferies traditionnelles, des leaders religieux

Chambre de commerce et d'agriculture au Niger

Unilever
Société de transformation alimentaire

Club Rotary
Facebook / WHATSAPP

Fondation Skala

Sudwest Presse

Sixième Sens

Clé de peau beauté

Organisation de professionnels de l'Industrie au Niger

Sociétés de télécommunications

Sociétés de transfert d'argent

Université de Niamey et les Universités des Régions

NASA (National Spatial Agency)

AIMS Asset Impact Monitoring System

IRI international Research Institute for Climat and Society

DIME Development Impact Evaluation
LASDEL

Le Niger en Chiffres

Démographie

Population totale (2023)
25 369 414
Hommes 12 600 151
Femmes : 12 769 262

Population urbaine
16,3%

Population rurale
83,7%

Superficie du pays
1 266 400 Km²

Densité de la population
20 habitants par Km²

Population Jeunes de moins de 18 ans
56,1%

Population de moins de 25 ans (2023)
69,1%

Population de plus de 60 ans (2023)
3,8%

Femmes de 20 à 24 ans mariées/en union avant l'âge de 18 ans (2023)
65%

Taux de fécondité femmes 15-49 ans (2023)
6,2 enfants

Taux de croissance démographique
3,7%



Justice

Nombre de magistrats (2023)
468 ; 423 hommes (90,38%) et 45 femmes (9,62%).

Ratio habitants par magistrat (2023)
55869

Nombre de greffiers (2023)
410 ; 143 hommes (34,88%) et 267 femmes (65,12%)

Ratio greffiers/magistrats (2023)
468 magistrats/410 greffiers = 0,88

Maison d'Arrêt (2024)
37

Centre de réinsertion des Jeunes
1

Centres d'accueil des Mineurs en conflit avec la loi
2

Maison Centrale de Haute Sécurité (MCHS)
1

Centres de Réinsertion Professionnelle (CRP)
2



Sécurité alimentaire

Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Nov-Dec 2024)
1.5 millions



Santé

Taux de couverture sanitaire (2023)
56,66% (Source : SINS Octobre 2024)

Densité du personnel pour 1000 habitants (2024)
0,48 (Source : SINS Octobre 2024)

Taux de mortalité néonatale (pour 1000 naissances vivantes (2021))
43

Taux de mortalité pour enfants moins de 5 ans (pour 1000 enfants)
123

Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (2020)
441 (ce qui équivaut à 1 décès pour 227 naissances vivantes)

Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié (%)
44,78 (Source : SINS Octobre 2024)

Proportion de femmes ayant reçu des soins prénataux avant par un prestataire formé au Niger (2024)
37,71% (Source : SINS Octobre 2024, Taux d'utilisation de SPN4)

Indice de développement Humain (IDH) 2021/2022
0,4 (189ème sur 191 pays classés)

Taux de couverture en Penta 3 enfants 0-11 mois (%)
101

Taux de mortalité néonatale précoce intra hospitalière (%)
1,01

Nombre de cas notifiés de rougeole
2337

Nombre de décès dû à la rougeole
7

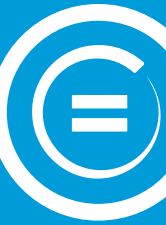


Droits humains

Enfants de 7 à 16 ans non-scolarisés plus de 50%

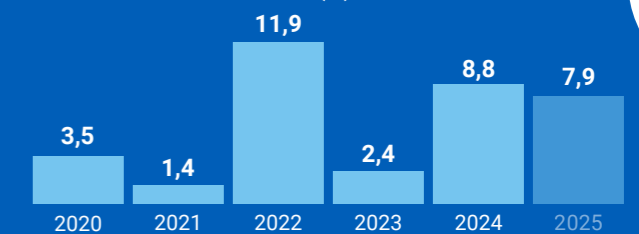
Proportion de la population vivant en milieu rural ayant accès à l'eau potable
47,2%

Enregistrement d'enfants à l'État civil à la naissance
60%

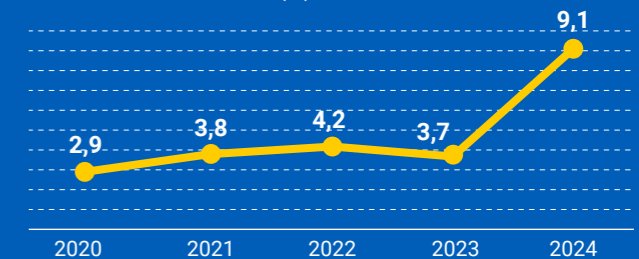


Économie

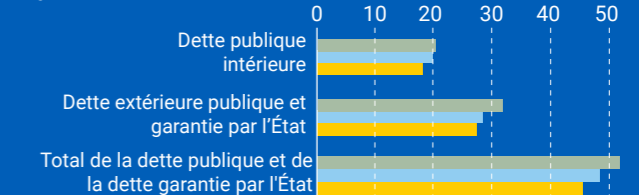
Taux de croissance du PIB (%)



Taux d'inflation annuel (%)



Dettes publiques (%)



Finances publiques (% du PIB)

	2023	2024	2025
Recettes totales	8,7	8,3	9,4
Dépenses totales et prêts nets	15,8	15	14,6
Solde de base (sans aides)	-3,7	-2,3	-1,1
Solde global (aides incluses)	-5,4	-4,1	-3

Éducation

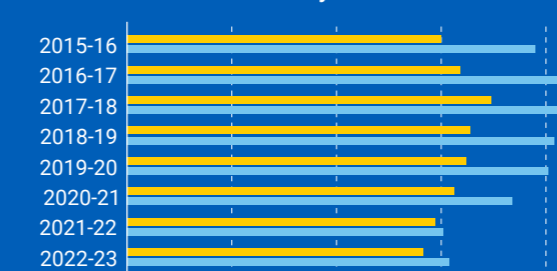
Taux brut de scolarisation (2022-2023)
73,0% (Filles : 69,1% ; garçons : 76,9%).

Taux d'achèvement du primaire (2021)
53,9% (Filles : 51,1% ; Garçons : 56,5%).

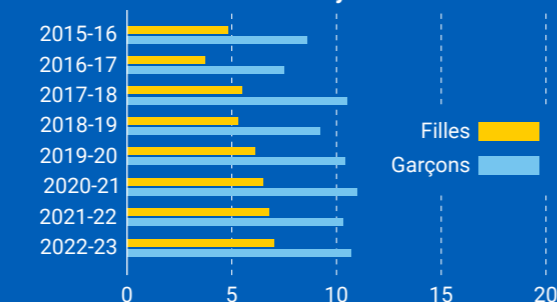
Nombre d'écoles primaires et secondaires fermées (Décembre 2022)
878, y compris 848 écoles primaires et 30 écoles secondaires).

Nombre de régions concernées par la fermeture des écoles
4 (Tillabéri : 780 écoles primaires et 29 écoles secondaires ; Tahoua : 32 écoles primaires ; Diffa : 25 écoles primaires et 1 école secondaire ; Maradi : 11 écoles primaires).

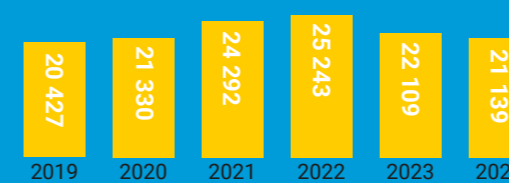
Taux d'achèvement du 1er cycle secondaire



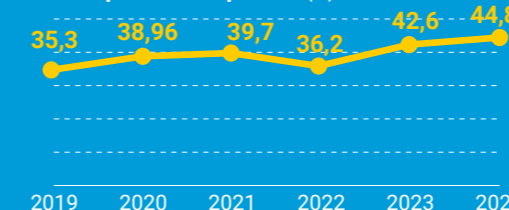
Taux d'achèvement du 2ème cycle secondaire



Nombre de Personnes vivant avec le VIH sous ARV



Taux d'accouchements assistés Par un personnel qualifié (%)



1

Evolution du contexte national et régional

Après une seconde moitié de l'année 2023 marquée par des turbulences politiques à la suite du changement anticonstitutionnel du 26 juillet 2023 et la prise de pouvoir par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), le Niger s'est engagé dans une redéfinition de ses relations avec la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies. Cette nouvelle dynamique repose sur quatre principes fondamentaux : **le respect de la souveraineté, le choix indépendant des partenaires, la préservation des valeurs traditionnelles ancestrales et la dignité nationale.**

L'année 2024 a vu la levée, en février, des sanctions commerciales, économiques et financières imposées par la CEDEAO, permettant ainsi au Niger de retrouver l'accès à ses ressources financières auprès de la BCEAO. Cependant, malgré cette évolution, les frontières terrestres avec le Bénin restent fermées du côté nigérien pour des raisons sécuritaires, par ricochet ayant un impact significatif sur les prix de certains produits essentiels sur le marché local.

Relations avec les Nations Unies

Après une période de tensions, notamment marquée par l'absence du Niger à l'Assemblée Générale des Nations Unies et l'expulsion de la Coordinatrice Résidente en 2023, les relations entre le pays et le Système des Nations Unies se sont considérablement améliorées en 2024. Cette reprise a été facilitée par plusieurs visites de haut niveau, notamment celles des Directeurs Régionaux en juin sous la direction de M. Abdoulaye Mar et M. Yacoub El-Hilo, ainsi que celle de la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Mme Amina J. Mohammed, en juillet.

Cette dynamique renouvelée s'est traduite par une initiative conjointe visant à co-créer quatre programmes stratégiques alignés sur les priorités nationales :

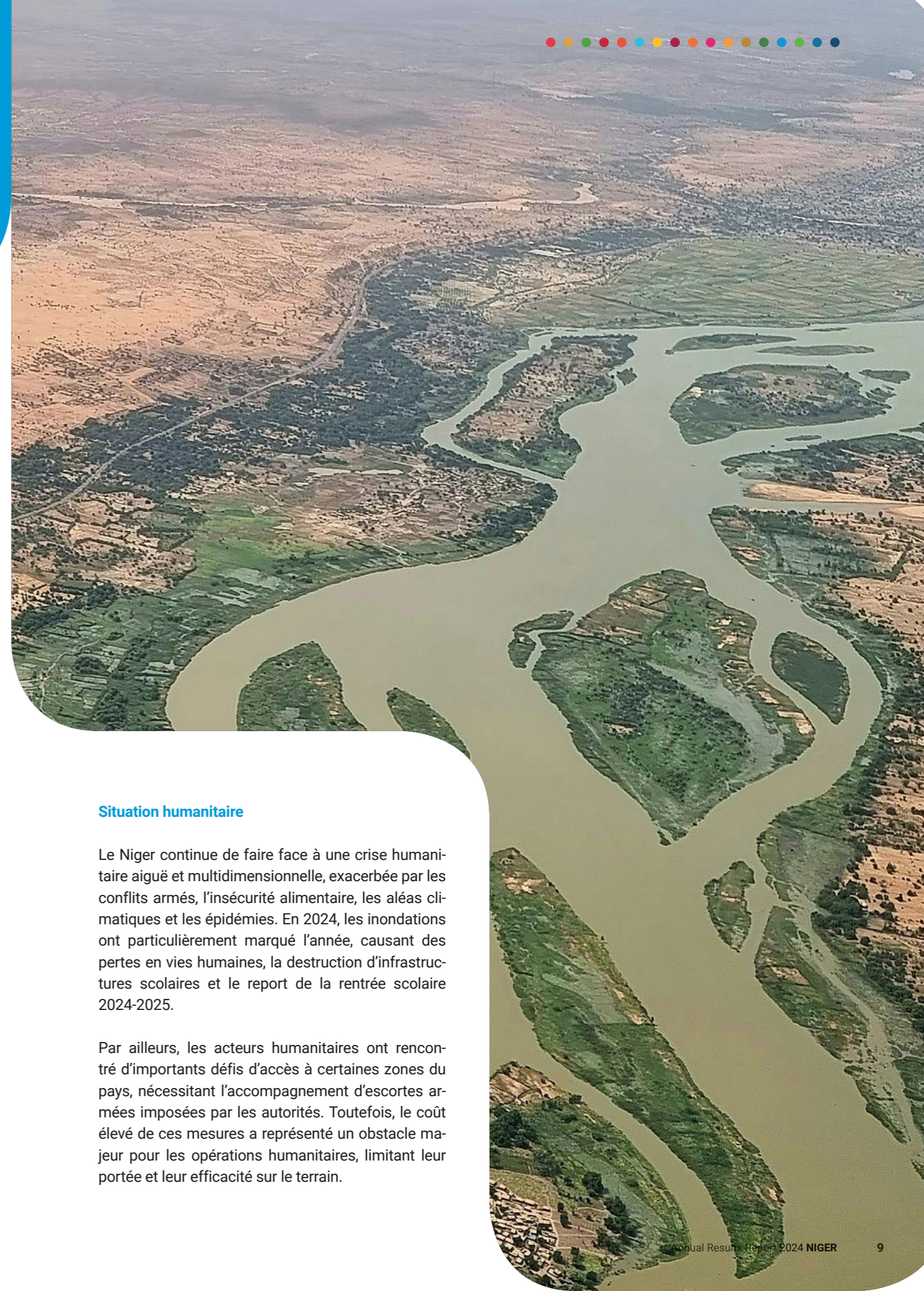
1. **Éducation et formation**
2. **Souveraineté alimentaire**
3. **Jeunesse et employabilité**
4. **Gouvernance socio-économique**

Ces engagements ont permis d'aplanir les différends et de poser les bases d'une coopération renforcée. En septembre 2024, une nouvelle Coordinatrice Résidente et Humanitaire, Mme Mama Kéita, a été nommée pour poursuivre ce travail de rapprochement et de coordination des efforts internationaux au Niger.

Situation humanitaire

Le Niger continue de faire face à une crise humanitaire aiguë et multidimensionnelle, exacerbée par les conflits armés, l'insécurité alimentaire, les aléas climatiques et les épidémies. En 2024, les inondations ont particulièrement marqué l'année, causant des pertes en vies humaines, la destruction d'infrastructures scolaires et le report de la rentrée scolaire 2024-2025.

Par ailleurs, les acteurs humanitaires ont rencontré d'importants défis d'accès à certaines zones du pays, nécessitant l'accompagnement d'escortes armées imposées par les autorités. Toutefois, le coût élevé de ces mesures a représenté un obstacle majeur pour les opérations humanitaires, limitant leur portée et leur efficacité sur le terrain.



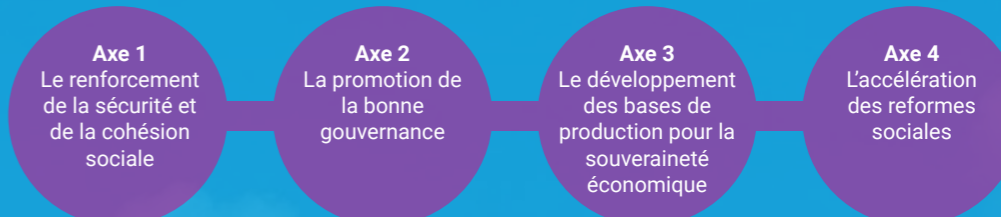
2

Résultats clés de l'appui du Système des Nations Unies au Niger à travers le Plan-Cadre de Coopération pour le développement – UNSDCF 2023-2027

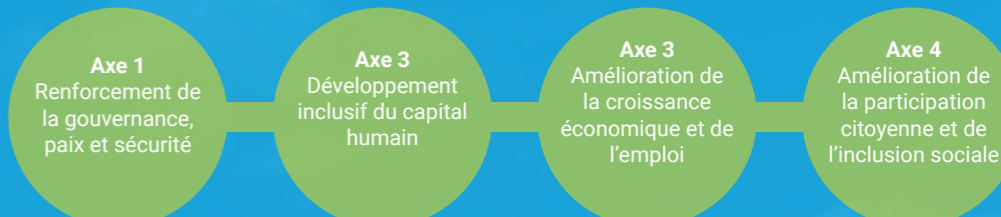


2.1. Rappel des Priorités Nationales du Niger

Les quatre axes stratégiques de la vision du Président



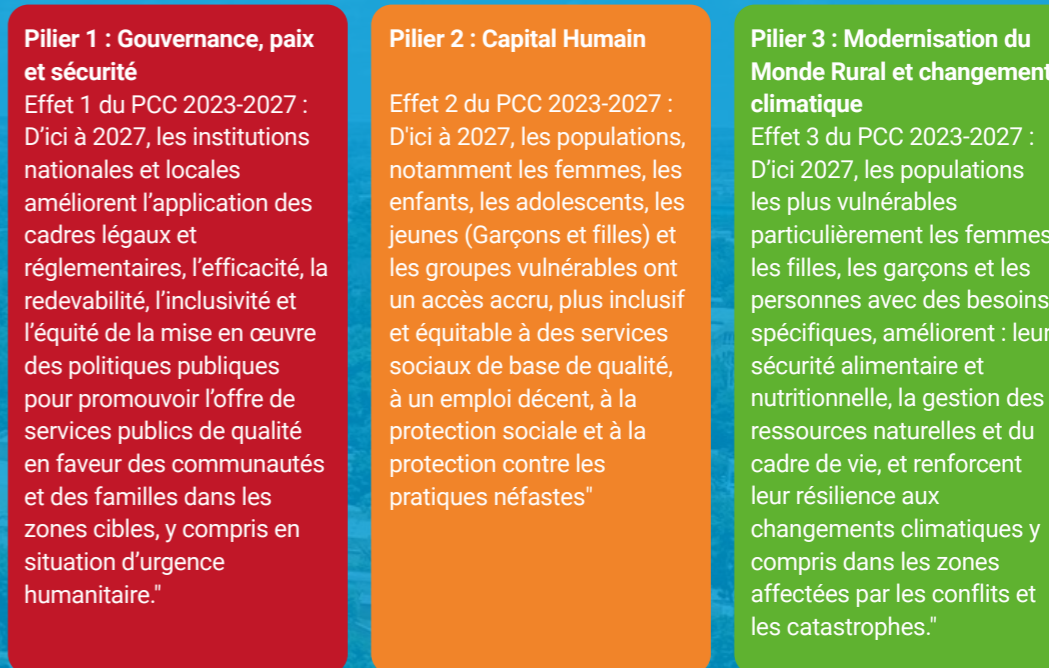
Les quatre axes du programme de la Sauvegarde de la Patrie (PRSP)



Axes et effets du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026



Axes et effets du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026



- Gouvernance, paix et sécurité
- Gouvernance politique
- Gouvernance juridique et judiciaire
- Gouvernance sécuritaire
- Gouvernance de la migration et de l'asile
- Gouvernance économique
- Gouvernance administrative et locale
- Droits de l'homme
- Egalité de genre

- Capital Humain
- Education
- Santé et nutrition
- Emploi et protection sociale
- Eau, Hygiène et Assainissement

- Modernisation du Monde Rural et changement climatique
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Gestion des ressources naturelles
- Gestion des risques climatiques et des catastrophes

2.2 Priorités stratégiques du Plan-Cadre de Coopération pour le Développement Durable : effets et produits

2.2.1 Vue d'ensemble sur les résultats obtenus dans le domaine Gouvernance, paix et sécurité

Gouvernance, paix et sécurité

Effet 1. D'ici à 2027, les institutions nationales et locales améliorent l'application des cadres légaux et réglementaires, l'efficacité, la redevabilité, l'inclusivité et l'équité de la mise en œuvre des politiques publiques pour promouvoir l'offre de services publics de qualité en faveur des communautés et des familles dans les zones cibles, y compris en situation d'urgence humanitaire.

La réalisation de l'effet 1 du UNSDCF se matérialise par des changements stratégiques de la gouvernance, la paix et la sécurité qui seront perceptibles à travers l'amélioration et l'application des cadres légaux, législatifs et réglementaires, l'efficacité, la redevabilité, l'inclusivité et l'équité de la mise en œuvre des politiques publiques pour promouvoir l'offre de services publics de qualité en faveur des communautés, des familles particulièrement des personnes et des groupes les plus vulnérables dans les zones ciblées.

En 2024, le SNU a significativement renforcé la planification nationale, la gouvernance locale, la justice, la cohésion sociale et la résilience économique au Niger, impactant positivement des centaines de milliers de personnes, en particulier les groupes vulnérables. Ces actions ont permis d'améliorer l'accès aux services publics et de promouvoir des initiatives économiques inclusives pour la stabilité et la réduction de la pauvreté.

Quelques réalisations clés des agences des Nations Unies et leurs impacts en 2024 dans le domaine gouvernance, paix et sécurité

► Les capacités de 31 magistrats et 56 enquêteurs du Service Central contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée ont été renforcées au cours de l'année 2024 par les agences des Nations Unies, notamment ONUDC ; Cela a contribué à améliorer la qualité des enquêtes et des poursuites des affaires de terrorisme, de financement du terrorisme, de blanchiment des capitaux. Source du financement : Japon ; ODD ciblé : 16

Dans le domaine de la gouvernance juridique et judiciaire : l'équipe pays des Nations Unies a facilité l'accès à la justice pour les populations vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, au niveau national et local, en particulier à travers le maillage national des services juridiques et judiciaires ; La modernisation du système judiciaire, notamment avec la digitalisation des casiers judiciaires et des dossiers de détenus, a amélioré l'accès à une justice équitable.

► En effet, les interventions du SNU ont permis de renforcer le respect des garanties judiciaires et l'accès à la justice pour 54 549 personnes. L'appui au pôle judiciaire dans l'organisation des audiences foraines et dans les missions d'investigations criminelles ont permis aux personnes détenues d'obtenir une garantie judiciaire. L'intervention du PNUD à travers la mise en place de forage et le renforcement du service médical dans les établissements pénitentiaires a permis à 2.488 détenus d'accéder à l'eau potable et à 12.000 détenus (dont 380 femmes détenues et 40 mineures filles), l'accès aux soins de santé.

► L'appui à la mise en place des fermes pénitentiaires à travers l'exploitation de 12 ha de riz et l'avi-culture a permis le renforcement des compétences de 85 détenus pouvant faciliter leur réinsertion socioéconomique après libération.



©ONU NIGER

► Par ailleurs, le SNU a appuyé la dynamisation du système judiciaire par des équipements informatiques et bureautiques pour la digitalisation du casier judiciaire et la gestion des dossiers des détenus. L'appui du SNU a également permis de préparer le déploiement d'un système digitalisé de justice en équipant 3 TGI en matériels informatiques et en soutenant la création d'un Comité e-justice et la formation de ses membres.

► Par ailleurs, le SNU a contribué à améliorer la qualité des enquêtes et des poursuites des affaires de terrorisme, de financement du terrorisme, de blanchiment des capitaux. Au total 31 magistrats, 56 enquêteurs du Service Central de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée ont vu leurs capacités renforcées au cours de l'année 2024. En outre, une assistance technique a été fournie pour améliorer l'aide aux victimes du terrorisme, notamment en matière de soutien juridique, médical et psychologique. Aussi, une équipe de 19 spécialistes a été formée à l'accompagnement psychologique des victimes du terrorisme.





©ONU NIGER

Dans le domaine sécuritaire : l'Équipe pays des Nations Unies a contribué à réduire les conflits inter et intracommunautaires par le renforcement du dispositif d'alerte précoce et des dialogues inclusifs, favorisant la cohésion sociale. L'appui à la prévention de l'extrémisme violent à travers le développement d'activités de relèvement économique a permis à 11 212 personnes dont 8 054 femmes et 5 914 jeunes de bénéficier d'emplois temporaires et de moyens de subsistance dans les zones de crise, réduisant ainsi le risque d'enrôlement par les groupes armés non étatiques. La mise en place d'infrastructures sociales (écoles, centres de santé, points d'eau) et les infrastructures économiques (marchés hebdomadaires modernes, centres multifonctionnels de transformation agropastoral) ont facilité le retour de 51 973 personnes dans les zones stabilisées.

- ▶ Le soutien à la Stratégie Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) a également jeté les bases d'une réintégration durable des ex-combattants et des individus associés à des groupes armés.
- ▶ Le SNU continue également de soutenir les efforts de Niger dans la poursuite, la réhabilitation et la réinsertion des personnes associées aux groupes terroristes par la mise en place du réseau de prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de l'engagement et l'autonomisation des jeunes au Sahel (Mali-Burkina-Niger).

Dans le domaine sécuritaire : Appui aux Populations en Situation de Crise et Relèvement Économique : Les interventions visant la stabilisation des populations touchées par les crises ont permis à :

- ▶ 35 343 personnes de retourner dans des zones sécurisées et stabilisées, atteignant ainsi 141 % de l'objectif initial de 25 000.
- ▶ De plus, en matière d'infrastructures de relèvement, 59 902 jeunes, hommes et femmes ont bénéficié d'améliorations notables, leur permettant d'accéder à des conditions de vie plus dignes.
- ▶ Concernant l'emploi et les moyens de subsistance, 8 822 personnes (hommes, femmes et jeunes) ont obtenu un emploi stable dans des contextes de crise ou de sortie de crise, contribuant ainsi à la résilience économique des communautés affectées.

Dans le domaine de la gouvernance économique : des efforts ont été fournis en matière de planification, collecte et analyse des données de qualité pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre des ODD :

- ▶ En matière de planification nationale, le SNU a soutenu la finalisation du Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP) et, en collaboration avec l'Institut National de la Statistique, a contribué à la production de notes de conjoncture économique, de rapports sur la pauvreté multidimensionnelle, ainsi que sur les progrès en matière de développement humain et des ODD. Ces outils ont permis d'éclairer les décisions stratégiques du gouvernement.
- ▶ Pour la promotion économique, une stratégie nationale pour la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) a été élaborée et diffusée.

▶ Appui à l'opérationnalisation du cadre budgétaire sensible au dividende démographique (BSDD) dans le processus de planification et de programmation budgétaire au Niger : Le système des Nations Unies, à travers la CEA, a renforcé les capacités de 22 cadres des ministères en charge des finances, de la planification, du budget et du développement économique ainsi que des ministères sectoriels (Éducation, Santé, Emploi, Jeunesse) dans l'utilisation des outils de démo-économie et de planification pour favoriser l'intégration de l'approche de budgétisation sensible au dividende démographique dans les cycles de planification et de programmation budgétaire. Il en est résulté la prise en compte de la thématique BSDD dans le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel du Niger (2025-2027) au titre d'innovation en matière de gestion budgétaire et d'efficacité de la dépense publique.



©OIM NIGER

À la croisée du courage et de l'harmonie pour les femmes d'Agadez

Au cœur d'Agadez, le Foyer Féminin Tchimakrassan est devenu un espace de transformation pour les femmes issues des communautés d'accueil et migrantes. Créé en 2023, ce centre unique, géré par et pour les femmes, offre des formations en couture, teinture, transformation alimentaire et coiffure, ouvrant ainsi des perspectives économiques et sociales. Pour Atina Hama, ce lieu représente une opportunité d'acquérir des compétences et d'envisager un avenir autonome: «*J'ai appris les techniques du batik, ce qui me permettra de lancer mon activité et de subvenir à mes besoins.*» Mais au-delà de l'apprentissage, le Foyer est aussi un espace de solidarité et d'émancipation, où les participantes s'entraident et bâtissent un réseau de soutien. Grâce à une gestion autonome et des formations diversifiées, cet espace joue un rôle clé dans l'insertion professionnelle et le renforcement des capacités des femmes d'Agadez.

Ce centre est également un pont entre les communautés migrantes et locales, réduisant les tensions et favorisant la cohésion sociale. À Agadez, ville-carrefour des migrations en Afrique de l'Ouest, les ressources limitées et les différences culturelles ont longtemps été sources de divisions. Le Foyer Féminin change cette dynamique en créant des liens entre les femmes des différentes communautés, comme en témoigne Hadjia Mamadou: «*Avant, nous gardions nos distances avec les migrantes. Aujourd'hui, nous avons compris que nous partageons les mêmes défis et aspirations.*» Pour Yvonne Azacin, une Nigériane fréquentant le centre, cette initiative a permis de briser les barrières et de tisser des relations d'entraide. Soutenu par l'Union européenne à travers l'OIM, le foyer est plus qu'un simple bâtiment : c'est un symbole d'autonomisation et de résilience, prouvant qu'en donnant aux femmes les moyens de s'épanouir, on construit un avenir plus solidaire et durable.

Dans le domaine de la gouvernance administrative et locale, l'Équipe pays des Nations Unies a renforcé l'offre des services publics de base de qualité aux populations particulièrement aux personnes et aux groupes les plus vulnérables en veillant à renforcer l'accès aux services publics pour plus de 364 276 personnes grâce aux 4 guichets uniques mis en place et des audiences foraines, délivrant des actes de naissance et des cartes nationales d'identité, renforçant ainsi les droits des citoyens.

► 21.600 actes de naissances aux populations dans les communes de Birni N'Gaouré, Tessaoua, Filingué, Douchi et Madaoua et plus de 100 jugements déclaratifs et 400 au profit des élèves garçons et filles en classe de CM2, ayant facilité leur entrée au premier cycle du secondaire. Ces mêmes audiences foraines ont permis de délivrer 500 cartes nationales d'identités aux populations de Boboye, ce qui a permis aux communautés de jouir de leurs droits en tant que citoyens

► ONU Femmes a apporté un appui technique et opérationnel déterminant pour la promotion de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité au Niger, aboutissant à des avancées notables à plusieurs niveaux stratégiques. (i) Au niveau institutionnel, le Secrétariat National Permanent chargé de la mise en œuvre du Plan d'Action National 2 (PAN 2) a vu ses capacités renforcées, lui permettant d'assurer une meilleure coordination des initiatives dérivées de l'Agenda. En parallèle, 65 cadres ont été formés et ont désormais la capacité d'accompagner activement la mise en œuvre et l'évaluation des actions liées à la consolidation de la paix. La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) a quant à elle bénéficié de la création d'une cellule genre opérationnelle, dotée d'un plan d'action et de 25 formateurs et formatrices qualifiés, garants de l'intégration systématique de la dimension genre dans les processus de consolidation de la paix. (ii) En termes de renforcement de la société civile, 205 organisations de femmes et de jeunes, incluant 12 organisations faitières, deux organisations sous-régionales et 81 organisations féminines aux niveaux national et communautaire, ont vu leurs capacités renforcées et ont reçu des subventions pour devenir des actrices majeures dans la mise en œuvre et la vulgarisation communautaire de l'Agenda. Plus de 220 responsables d'OSC féminines et de jeunes ont acquis des compétences pratiques en montage



©HCR NIGER

De réfugié à formateur : Hama Dawa, un artisan du changement à Ouallam

Hama Dawa, un tailleur réfugié malien à Ouallam, a transformé son atelier en un centre de formation pour les réfugiés, déplacés internes et jeunes de la communauté locale. Grâce au soutien du HCR, il a reçu 10 machines à coudre, lui permettant de relancer son activité et de former 20 apprentis en 2024. Chaque apprenti contribue 5 000 XOF (7 USD) à l'inscription et 500 XOF (moins de 1 USD) par mois pour l'entretien du matériel.

Son atelier illustre l'impact des initiatives d'autonomisation économique : à Ouallam, 200 personnes suivent une formation en couture, soudure et mécanique, tandis que 28 hectares de terres sont exploités pour l'agriculture et le maraîchage, bénéficiant directement à 300 familles et améliorant la sécurité alimentaire locale. 45 familles ont également lancé un élevage grâce à l'appui du HCR. Malgré des défis économiques, Hama aspire à développer son entreprise avec une structure permanente et plus de matériel. Ses apprentis, comme Salamatu, voient en cette formation une opportunité de s'émanciper : «*Quand je finirai mon apprentissage, je pourrai subvenir aux besoins de ma famille.*» Son parcours démontre comment l'accès à des moyens de subsistance durables favorise la résilience et la cohésion sociale.



©ONU-FEMMES NIGER

de projets sensibles au genre, mobilisation des ressources et plaidoyer, favorisant ainsi une implication accrue dans les processus de gouvernance locale.

(iii) Au niveau communautaire, 1 054 plateformes sensibles au genre, composées de 30 % à 90 % de femmes, ont été rendues opérationnelles, mobilisant 131 autorités locales pour renforcer la participation féminine aux processus décisionnels et de prévention des conflits. Par ailleurs, plus de 1 600 femmes médiatrices formées en 2024 jouent désormais un rôle clé dans le plaidoyer et la gestion pacifique des conflits. Un exemple concret d'impact est la redynamisation des 23 commissions foncières de base dans la commune de Madarounfa, où la participation des femmes a atteint 65 %. Ces avancées sont le fruit de formations spécifiques sur la prévention et la gestion des conflits, le plaidoyer, la gouvernance foncière sensible au genre et la lutte contre les violences basées sur le genre. (iv) Des innovations majeures ont également été introduites pour pérenniser ces acquis. Un système numérique de suivi et d'assistance aux mécanismes de délivrance des actes liés à la gestion foncière a été mis en place, offrant une assistance particulière aux femmes et aux victimes de déni de droits fonciers. Par ailleurs, une plateforme de gestion des données sur les initiatives de participation des femmes a été développée : les relais communautaires utilisent des téléphones Android pour remonter des informations, qui sont ensuite authentifiées par un comité d'experts et servent de

base pour des actions de plaidoyer menées conjointement avec les femmes et les leaders communautaires. L'impact de ces initiatives est manifeste : elles ont permis de créer des dynamiques inclusives et durables, renforçant la participation des femmes dans les instances de prise de décision et consolidant la paix au niveau local, tout en inscrivant ces efforts dans une perspective de pérennisation et d'appropriation par les communautés.

2.2.1.1. Défis et perspectives : gouvernance, paix et sécurité

Malgré ces avancées notables, des efforts restent nécessaires pour améliorer l'inclusion des femmes et des jeunes dans les dispositifs de gouvernance et de développement économique. La part du budget national allouée à la promotion du genre et à la lutte contre la violence sexiste reste à préciser, tandis que la création de start-ups via la plateforme Youth-Connekt Niger n'a pas encore produit les résultats escomptés.

L'année 2024 marque ainsi des progrès significatifs en matière de gouvernance, de paix et de sécurité, mais souligne également la nécessité d'accélérer les réformes institutionnelles et l'inclusion sociale pour garantir un développement plus durable et équitable d'ici 2027.



©PAM NIGER

Abala : un jardin maraîcher de 8 ha au service de l'autonomie et de la cohésion sociale

A Abala, au Niger, un jardin maraîcher de 8 hectares transforme la vie de 400 familles, dont 97 réfugiés, 87 déplacés internes et 217 membres de la communauté d'accueil. Alimenté par des panneaux solaires, ce projet améliore la nutrition, renforce les moyens de subsistance et favorise la cohésion sociale. Le jardin produit moringa, tomates, poivrons et oignons, dont 17 % sont consommés localement, tandis que 83 % sont vendus, générant des revenus et diversifiant l'offre sur les marchés d'Abala et jusqu'à Niamey.

Soutenu par le HCR et le PAM, ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réduire la dépendance à l'aide humanitaire en combinant formation, inclusion économique et gestion durable des ressources. Face à une demande croissante, les participants appellent à davantage de ressources et d'outils pour pérenniser et étendre cette initiative porteuse d'autonomie et de résilience.

Capital humain

Effet 2 : D'ici à 2027, les populations, notamment les femmes, les enfants, les adolescents, les jeunes (Garçons et filles) et les groupes vulnérables ont un accès accru, plus inclusif et équitable à des services sociaux de base de qualité, à un emploi décent, à la protection sociale et à la protection contre les pratiques néfastes



2.2.2.1. Santé et nutrition

En 2024, le Système des Nations Unies (SNU) a appuyé le Gouvernement du Niger, plus spécifiquement le ministère de la Santé, dans la lutte contre les épidémies de choléra et de paludisme, notamment par l'introduction du vaccin antipaludique dans douze districts pilotes, permettant ainsi à 18 327 enfants de recevoir leur première dose.

Par ailleurs, afin d'optimiser la gestion du Programme Élargi de Vaccination (PEV), le SNU a soutenu l'intégration du DHIS2 Mobile et de RapidPro dans 130 centres de santé pilotes, garantissant un suivi en temps réel des interventions et une amélioration de la couverture vaccinale.

Face aux défis liés aux sanctions internationales et à la fermeture des frontières, qui ont affecté l'approvisionnement en vaccins et en intrants nutritionnels, le SNU a renforcé le suivi des stocks, réduisant ainsi les ruptures d'approvisionnement de 50 % à seulement 6 % entre mars et juin 2024. Une gestion optimisée des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF) a également été mise en place, permettant d'accroître la couverture tout en minimisant le gaspillage.

L'accélération des achats locaux a contribué à réduire la dépendance aux importations, tandis que des investissements ont été réalisés dans l'amélioration des infrastructures de stockage et l'installation de systèmes solaires dans les formations sanitaires, garantissant ainsi une continuité des soins malgré les coupures d'électricité. Grâce à ces initiatives, la couverture vaccinale a progressé de manière significative : 831 734 enfants ont été vaccinés contre la diphtérie et 819 221 contre la rougeole, contribuant à une réduction du taux d'abandon vaccinal, passé à 4,18 %.

En matière de nutrition, l'adoption du Plan Stratégique National de Sécurité Nutritionnelle a permis d'intégrer la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) dans les soins de santé primaires. Le SNU a accompagné cette réforme en instaurant un suivi hebdomadaire des admissions dans les Centres de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Intensive (CRE-NI), optimisant ainsi l'utilisation des ressources disponibles.

Des Volontaires au Cœur de l'Espoir : Soigner, Sensibiliser et Transformer des Vies

Sous le soleil brûlant de Maradi, des hommes et des femmes se battent chaque jour pour améliorer la santé de leur communauté. Parmi eux, les Volontaires des Nations Unies (VNU) engagés aux côtés de l'OMS apportent bien plus que des soins : ils offrent écoute, réconfort et espoir. Moutari Sanda Chapiou, infirmier, sait que son rôle ne se limite pas à administrer des traitements, mais à rassurer des patients inquiets et à leur redonner confiance. Noufaïssa Yahaya Moussa, sage-femme, accompagne les femmes enceintes, les sensibilise et tisse des liens qui dépassent la simple consultation. Lors des inondations, ces volontaires ont été parmi les premiers à intervenir, distribuant soins et assistance aux familles qui avaient tout perdu.

« Vous êtes venus... on pensait qu'on nous avait oubliés », murmure un vieil homme en serrant la main de Moutari, illustrant ainsi l'impact humain de leur engagement.

Malgré le manque de moyens et les défis quotidiens, ces volontaires ne reculent jamais. Quand les médicaments se font rares, ils



©ONU VOLONTAIRES NIGER

trouvent des solutions adaptées, sensibilisant les communautés à une meilleure alimentation et à des gestes de prévention essentiels. Dans une école, un adolescent promet d'expliquer à sa petite sœur l'importance du lavage des mains, preuve que leur message porte ses fruits. Ils ne se considèrent pas comme des héros, mais pour les enfants qu'ils soignent, les mères qu'ils rassurent et les sinistrés qu'ils épaulent, ils incarnent l'espoir et la résilience. Leur engagement montre que, même avec peu

Dans l'optique de réduire la mortalité maternelle et néonatale, un dialogue national a permis de reconnaître cette problématique comme une urgence de santé publique, aboutissant à l'adoption de nouveaux protocoles et au déploiement d'un tableau de bord numérique pour un suivi amélioré des indicateurs sanitaires. Parallèlement, le renforcement de la santé communautaire, à travers la formation des agents de santé et la mise en place de 152 centres de santé modernisés pour offrir des soins obstétricaux d'urgence (SONU) de base, l'offre active de services de santé maternelle (cli-

niques mobiles, sorties foraines, etc.) L'amélioration des conditions d'accès aux services de santé a permis de couvrir 91% des besoins en SONU dans certaines localités du pays (complications obstétricales). L'équipement des maternités en systèmes solaires a permis d'assurer la continuité des soins, y compris lors des accouchements nocturnes. Ainsi, la proportion des accouchements assistés par du personnel qualifié est passée de 43 % en 2023 à 44,78 % en 2024, réduisant ainsi les risques de mortalité et de morbidité maternelles et néonatales.



©OCHA NIGER

2.2.2.2. Éducation

Dans le domaine de l'éducation, le SNU a joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la planification sectorielle en appuyant le Gouvernement dans l'analyse diagnostique du système éducatif. Cette démarche a permis d'identifier les principaux défis et d'orienter l'élaboration du Plan Sectoriel de l'Éducation. Grâce à un plaidoyer efficace, le Niger a pu mobiliser 142 millions USD du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), facilitant l'accélération de l'éducation des filles à travers l'approche Girls' Education Accelerator (GEA).

► Le SNU a également contribué au renforcement du Fonds Commun du Secteur de l'Éducation (FCSE), assurant ainsi un alignement des financements avec les priorités nationales. Pour améliorer l'accès à l'éducation secondaire, notamment en milieu rural, le SNU a favorisé la construction de collèges de proximité.

► En 2024, six nouveaux établissements dotés de logements pour enseignants ont été achevés, bénéficiant à 3 000 élèves dans les régions de Zinder, Maradi et Tahoua.

► En matière d'innovation éducative, le SNU a accompagné le développement d'une stratégie nationale d'apprentissage numérique, combinant

technologies de base et solutions adaptées au contexte nigérien. L'initiative "Passport to Earning (P2E)" a permis d'équiper 39 centres de formation avec 239 tablettes, 31 ordinateurs et 100 modems, facilitant ainsi l'accès aux contenus éducatifs et professionnels.

Dans une optique d'inclusion :

► 200 enfants en situation de handicap ont bénéficié d'équipements spécialisés, tandis que 4 000 filles ont reçu des kits d'hygiène, réduisant l'absentéisme lié aux menstruations. Un programme de mentorat a été mis en place pour renforcer la réussite scolaire des filles, bénéficiant à 3 098 adolescentes vulnérables à Agadez et Diffa, avec des taux de réussite respectifs de 85,7 % et 84,25 %.

► 50 autres jeunes ont été renforcés sur le codage et disposent désormais de meilleures connaissances et d'un accès accru aux TIC, notamment en codage et programmation, grâce au soutien technique et financier d'ONU Femmes dans le cadre de son initiative visant à promouvoir la digitalisation chez les femmes et les filles. Ce processus a été appuyé stratégiquement par des institutions gouvernementales spécialisées en informatique dont l'ANSI à travers le programme AGCCI financé par le Gouvernement du Royaume de la Belgique.

► Dans un contexte humanitaire marqué par des crises sécuritaires et des déplacements de population, le SNU a soutenu l'accès à l'éducation de 138 406 enfants en situation de crise, dont 67 292 filles, à Diffa et Maradi. La distribution de 281 703 kits scolaires et la sensibilisation de 23 673 personnes sur l'importance de la scolarisation ont renforcé la résilience du système éducatif. Par ailleurs, la formation de 564 comités de gestion scolaire a permis d'améliorer la gouvernance des établissements et leur préparation aux urgences. La reconstruction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires ont également été accélérées afin d'assurer un cadre d'apprentissage sécurisé et durable aux enfants les plus vulnérables.

► Le SNU a poursuivi ses efforts pour améliorer l'accès à une éducation de qualité et renforcer les capacités des enseignants à travers plusieurs initiatives.

► Le projet « Améliorer l'enseignement dans la région du Sahel » a permis l'organisation, en décembre 2024, d'une rencontre nationale à Dosso, réunissant 38 acteurs du secteur éducatif, dont des coordinateurs de CAPED, des conseillers pédagogiques et des inspecteurs. Cette rencontre a permis d'analyser les défis rencontrés, de partager les bonnes pratiques et de préparer la contribution du Niger à un atelier régional de haut niveau sur les Communau-

tés de Pratiques. De plus, une session de formation pour 350 enseignants, dont 90 % de femmes, a été prévue à la fin de l'année dans les régions de Dosso, Niamey et Agadez.

► Le programme CapED Niger a poursuivi la révision des programmes de formation de l'IFAENF aux niveaux moyen et supérieur, ainsi que l'élaboration de guides pédagogiques pour leur mise en œuvre. En 2024, 175 enseignants, dont 21 femmes, ont bénéficié de formations destinées à améliorer la qualité des apprentissages. Par ailleurs, 54 encadreurs ont été formés sur les nouveaux programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle, et plus de 400 animateurs seront formés à travers le pays.

► Dans les établissements d'enseignement supérieur, le SNU, à travers UNESCO a accompagné l'harmonisation des programmes de formation initiale des enseignants du secondaire. Deux ateliers ont été organisés à cet effet, permettant de former 121 enseignants-chercheurs et technologues sur les nouveaux référentiels. Pour garantir la continuité pédagogique dans les zones d'insécurité, 5 000 livrets d'autoapprentissage ont été élaborés et distribués aux élèves et enseignants, dont 3 000 filles des écoles primaires de CE et CM situées dans des zones affectées par l'insécurité ou les inondations.

Garantir un bon départ à travers des soins maternels et néonataux de qualité

Au Centre de Santé de la Mère et de l'Enfant (CSME) de Maradi, chaque jour est une course contre la montre pour sauver des vies. A l'unité de néonatalogie, Ali Dayabou, technicien supérieur en soins infirmiers, s'affaire autour d'un nouveau-né en détresse respiratoire. L'équipe médicale travaille d'arrache-pied, administrant des soins vitaux et surveillant les constantes pour stabiliser les bébés, parfois nés il y a seulement quelques heures.

Le centre est un refuge pour les mères et les nouveau-nés de la région de Maradi, beaucoup étant référés par des structures périphériques en raison de complications graves. « Les cas que nous recevons concernent souvent des prématurés, des bébés souffrant d'infections sévères, ou encore des enfants ayant des malformations ou des ballonnements abdominaux », explique Ali. Les bébés arrivent souvent dans un état critique, et les premiers gestes effectués ici sont cruciaux pour leur survie.

Depuis sa création, le CSME de Maradi bénéficie du soutien constant de l'État et de partenaires comme l'UNICEF. Ce dernier, avec l'appui de la Principauté de Monaco, a fourni des équipements essentiels, des médicaments spécifiques, et des formations au personnel. Ces efforts incluent également des stages pratiques pour les sages-femmes des districts sanitaires de la région. « Beaucoup d'entre elles avaient du mal à réaliser des gestes simples comme faire les soins des yeux », explique le Dr Lamine, pédiatre au CSME. Ces formations ont permis de standardiser les pratiques, de renforcer la prise en charge des nouveau-nés et de leur assurer un meilleur départ dans la vie.



©UNICEF NIGER

Le travail du centre ne s'arrête pas là. Des relais communautaires, formés pour détecter les signes de danger chez les nouveau-nés, jouent également un rôle crucial en orientant les cas urgents vers les centres de santé. Ces efforts combinés ont permis au CSME de faire face à des défis majeurs, comme les récentes coupures d'électricité qui auraient pu mettre des vies en danger sans l'installation d'un groupe électrogène fourni par l'UNICEF.

Chaque année, cette unité enregistre une moyenne de 5 000 patients. Derrière ces chiffres se cache une réalité humaine émouvante : celle de mères désespérées retrouvant le sourire en repartant avec leur bébé sain et sauf. « Voir une mère tenir son enfant dans les bras, après avoir cru le perdre, est une satisfaction immense », confie Ali.

Le CSME de Maradi est bien plus qu'un lieu de soins : c'est un symbole d'espoir, où chaque geste compte pour offrir à ces vies fragiles un meilleur départ dans la vie.



©UNICEF NIGER

2.2.2.3. Eau, Hygiène et Assainissement (WASH)

Dans le secteur WASH, le SNU a soutenu la mobilisation des financements en appuyant le Mécanisme Commun de Financement (MCF) du Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement (PROSE-HA 2016-2030), favorisant un engagement accru des partenaires techniques et financiers.

► Face aux défis hydrogéologiques liés aux nappes phréatiques profondes, l'UNICEF a introduit des forages profonds couplés à des systèmes d'adduction d'eau solaire multi-villages, réduisant ainsi les coûts d'exploitation et renforçant la résilience des infrastructures face aux chocs climatiques.

► En 2024, l'accès à l'eau et à l'assainissement a été amélioré dans 23 écoles et 37 formations sanitaires, bénéficiant à 11 625 élèves, dont 5 874 filles, et optimisant la qualité des soins maternels et infantiles. L'intégration de ces actions aux programmes éducatifs

a favorisé la sensibilisation des élèves via des clubs environnementaux et des jardins scolaires, réduisant les absences dues aux maladies hydriques.

► Pour faire face aux crises humanitaires et climatiques, le SNU a intensifié ses interventions d'urgence, permettant à 124 805 personnes dans 111 villages d'accéder à une eau potable sécurisée. Par ailleurs, la distribution de kits WASH à 280 860 personnes et l'amélioration de l'accès à l'eau pour 89 840 personnes affectées par des crises humanitaires ont renforcé la résilience des communautés.

► Grâce aux efforts en matière d'assainissement et à la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC), le taux de défécation à l'air libre a diminué, passant de 68,1 % en 2021 à 62 % en 2024. Une municipalité de Diffa a même été certifiée "Fin de la Défécation à l'Air Libre" (FDAL), bénéficiant à 79 992 personnes, réduisant ainsi les risques de maladies hydriques.



©PAM NIGER

2.2.2.4. Protection de l'Enfant et protection sociale

2.2.2.4.1. Protection de l'enfant

Sur la scène internationale, le Niger a réaffirmé son engagement en matière de protection de l'enfance en participant activement à la 43e session du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, ainsi qu'à la Conférence mondiale sur la lutte contre la violence envers les enfants. Ces actions ont permis de renforcer le plaidoyer pour l'amélioration du cadre légal et institutionnel de protection des enfants.

► À l'échelle nationale, une avancée majeure a été réalisée avec la validation du Plan stratégique national 2024-2028 pour mettre fin au mariage des enfants. Porté par le Gouvernement avec l'appui du SNU, ce plan met l'accent sur l'autonomisation économique des adolescentes, le ciblage des filles de 10 à 14 ans, ainsi que le renforcement des liens avec les mouvements de femmes au niveau communautaire.

► En 2024, les efforts de sensibilisation ont permis d'atteindre 382 941 personnes, favorisant un changement progressif des normes sociales liées aux droits de l'enfant et à la lutte contre les violences.

► Le SNU a également poursuivi le renforcement des Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE), avec la création de 375 nouveaux comités, portant leur total à 3 045. Ces structures locales jouent un rôle déterminant dans la prévention des mariages forcés et d'autres formes de violences. Grâce à ces interventions et aux campagnes de sensibilisation, 700 mariages d'enfants ont été empêchés en 2024.

► Dans le cadre de la lutte contre la violence, l'exploitation et les abus sexuels, des mécanismes de signalement et de prise en charge ont été renforcés. Ainsi, 8 472 enfants victimes de violences ont reçu une assistance psychosociale, juridique et médicale. Le renforcement des services spécialisés a permis d'améliorer l'accès à des soins adaptés et à des structures d'accueil pour les victimes.

► Le Niger a également poursuivi ses efforts en faveur de la réintégration sociale des enfants affectés par les conflits armés. En collaboration avec des organisations partenaires, 732 enfants anciennement associés aux groupes armés ont bénéficié d'un programme de réhabilitation incluant un accompagnement psychosocial, une réintégration scolaire ou une formation professionnelle.



©OCHA NIGER

2.2.2.4.2. Protection sociale

En 2024, une avancée majeure a été enregistrée avec la validation par le Gouvernement d'une feuille de route pour l'élaboration et l'institutionnalisation de la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS). Cette initiative vise à consolider les acquis des filets sociaux et à renforcer l'inclusion économique des populations vulnérables.

► Le SNU a joué un rôle clé dans la mobilisation des ressources au niveau central et décentralisé, garantissant un financement durable pour les secteurs sociaux prioritaires. Grâce à ces financements, le Gouvernement a pu améliorer les mécanismes de transferts sociaux, offrant ainsi une réponse plus efficace aux chocs économiques et climatiques.

► Dans ce cadre, 31 971 ménages vulnérables (y compris dont 5045 ménages sinistrés dirigés par des femmes) répartis dans 344 villages de 17 communes ont bénéficié de transferts monétaires. Ces appuis financiers ont permis aux familles de faire face aux crises tout en favorisant l'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et l'alimentation.

► Dans le cadre de la protection, prévention et gestion des personnes vulnérables contre les violences, 450 117 personnes survivantes ont été par des actions de sensibilisation des masses et des plaidoyer et 1 629 cas de violence (toutes catégories confondues) ont été pris en charge avec l'appui de ONU Femmes aux services techniques compétents. UNFPA car nous avons mis en place et faisons fonctionner plusieurs centres multifonctionnels dans le

pays. Ces efforts incluent la mise en place de centres régionaux multifonctionnels de prise en charge des VBG (CRMVBG) à Tahoua et Maradi, ainsi que l'engagement de plateformes communautaires, de relais, de parajuristes et d'autres acteurs locaux.

► Dans le cadre de programme d'accélération de l'éducation de jeune et l'éducation de seconde chance pour les filles et jeunes femmes initié en tri-parti entre l'Italie, l'état Niger avec l'assistance technique de ONU Femmes, plus de 20 719 bénéficiaires qui ont amélioré leur accès des filles et femmes aux services de santé et de l'éducation grâce à la mise en place des latrines genre-sensibles qui ont été installées dans 5 écoles pour faciliter l'accès et le maintien des filles à l'éducation, et autres 84 structures touchées dont 26 réhabilitations et seront éventuellement dynamisées davantage. Plusieurs filles hors écoles (236 312 adolescentes, y compris les filles handicapées) ont bénéficié de programmes centrés sur leur automatisation future à travers le renforcement de leurs compétences de vie, leur santé ainsi que leurs atouts sociaux et économiques (Cible : 199 557)).

Par ailleurs, une approche intégrée a été mise en place pour renforcer le Nexus humanitaire-développement-paix, en intégrant la protection sociale aux réponses aux crises humanitaires et climatiques. Des dispositifs de préparation et de réponse aux chocs ont ainsi été déployés dans plusieurs communes, couvrant 25 000 personnes affectées par des catastrophes naturelles et des conflits, avec une attention particulière portée aux enfants et aux femmes.



2.2.2.5. Défis et perspectives : capital humain

Quelques Contraintes lors de la mise en œuvre en 2024

- ▶ L'insécurité dans certaines zones a rendu difficiles les interventions sur le terrain ;
- ▶ Insuffisance de ressources financières pour la mise en œuvre de certaines activités ;
- ▶ Survenue des inondations dans plusieurs régions du pays avec des dégâts importants et des besoins sanitaires et sociaux de plus en plus croissants;
- ▶ Recrudescence des épidémies de Diphtérie, Méningite et Poliomyélite ayant entraîné un retard dans la mise en œuvre des activités ;
- ▶ Accès difficile ou sous convoi/escortes dans certaines zones d'interventions entraînant des surcoûts
- ▶ Insuffisance de ressources humaines qualifiées et d'équipements dans les services de santé
- ▶ Le caractère payant des soins de santé pour les survivantes de VBG et l'insuffisance territoriales des centres opérationnel de prise holis

Principales Opportunités pour le système des Nations Unies

- ▶ Reprise progressive de la coopération avec certains partenaires au développement ;
- ▶ Engouement suscité par le forum national sur les décès maternels et périnataux ainsi que le Téléthon qui en est découlé et qui a permis de remobiliser et de conscientiser la population autour sur deux problématiques majeures de santé dans le pays
- ▶ Participation de certaines agences UN (UNFPA, ONUFEMME UNESCO et UNICEF) au comité interministériel en vue de la révision des programmes scolaires, une opportunité en faveur d'un plaidoyer fort sur l'importance pour les adolescentes de mieux maîtriser les contours de leur vie génésique.
- ▶ Adoption d'une approche intégrée SR/VBG au niveau des formations sanitaires avec le soutien des partenaires techniques et financiers ; ainsi des SOP pour le fonctionnement des centres de prise en charge holistiques des VBG,
- ▶ Développement d'un programme phare conjoint gouvernement-système des Nations Unies visant la gouvernance, la jeunesse, l'agriculture et l'environnement dans le cadre de la mobilisation de ressources additionnelles en faveur du pays
- ▶ Le lancement du programme Sarrounia entre le système des Nations Unies et le gouvernement sous le leadership du ministre de la santé en charge de la promotion de la femme et la coordination des nations unies en novembre 2024. Ce programme vise à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et à promouvoir l'autonomisation des femmes



Principales leçons apprises

- ▶ L'élaboration d'un plan de contingence définissant le scénario le plus probable, avec des possibles conséquences sur la population, les besoins et les capacités existantes ou à mobiliser a permis de minimiser les conséquences éventuelles liées aux sanctions consécutives au coup d'Etat dans un contexte de crise prolongée au Niger ;
- ▶ L'existence des cadres de concertation avec la tenue des réunions du comité « One Health » au niveau central et décentralisé, celles du Cluster Santé/Nutrition, du Cluster WASH, inter secteurs, et Inondations, réunions techniques avec les partenaires (OMS, UNICEF, MSF) a permis d'assurer une meilleure coordination dans la préparation et réponse aux situations d'urgence ;
- ▶ L'appui et l'accompagnement des partenaires ont contribué à l'élaboration des différents documents et plans de préparation et réponse aux urgences de santé publique (épidémies, inondations et les déplacés) ;
- ▶ La mise en place du fonds SURGE a permis de réduire le délai d'intervention (investigation et de riposte) en situations d'urgence ;
- ▶ L'appui aux cliniques mobiles en situation d'urgence et le renforcement de capacités des agents des zones rouges permettent d'assurer la continuité des soins, surtout dans les zones inaccessibles et camps de déplacés ;
- ▶ Les missions de partage des indicateurs sanitaires avec les autorités administratives et coutumières ont contribué au renforcement du cadre de concertation sur les problèmes de santé et l'amélioration de la performance des données de vaccination des enfants ;

- ▶ L'électrification solaire des structures sanitaires a contribué à l'amélioration de la continuité et de la qualité des soins, à la réduction des dépenses pour la structure sanitaire.
- ▶ Le renforcement de la collaboration et de l'intégration des initiatives novatrices facilite l'atteinte des résultats (tutorat, clinique mobile, lutte contre les pratiques néfastes dont les VBG et Mariage des Enfants, supports collecte données, médicaments, suivi-supervision)
- ▶ L'amélioration de l'offre active PF à travers la formation des prestataires, l'organisation des mini campagnes d'offre active SR/PF dans des zones à faible accès et les sorties foraines/Cliniques mobiles permettent de rehausser le niveau de recrutement de nouvelles acceptrices PF
- ▶ Le renforcement de la chaîne d'approvisionnement et la distribution au dernier kilomètre des produits de santé y compris le E-SIGL améliore la disponibilité de l'offre de service
- ▶ La consolidation du partenariat inter agence et l'instauration d'activités conjointes permettent de réduire les coûts de mise en œuvre des activités (formation, suivi/évaluation, etc.)
- ▶ La modernisation des pratiques de collecte de données dans le cadre du CPD-10 (digitalisation des outils de collecte) renforce le respect de la redevabilité vis-à-vis des partenaires

Modernisation du monde Rural et changement climatique

Effet 3 : D'ici 2027, les populations les plus vulnérables particulièrement les femmes, les filles, les garçons et les personnes avec des besoins spécifiques, améliorent : leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles et du cadre de vie, et renforcent leur résilience aux changements climatiques y compris dans les zones affectées par les conflits et les catastrophes.

En 2024, des pluies extrêmement abondantes et prolongées ont entraîné des inondations destructrices au Niger, touchant plus de 1,5 millions¹ de personnes entre juin et octobre, déplaçant les communautés et entraînant des pertes agricoles à grande échelle avec des dommages considérables aux infrastructures. Les besoins sans précédent engendrés par cette situation sont apparus dans un contexte d'instabilité croissante liée à l'activité des groupes armés non étatiques (GANE), notamment dans les régions limitrophes du Burkina Faso, du Nigeria et du Mali et même du Bénin. Selon le HCR, on estime à 930 000 le nombre de personnes déplacées de force au Niger en décembre 2024, dont 507 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport à janvier 2024.

► En matière de renforcement de la résilience et de l'appui aux systèmes alimentaires durables, les Nations Unies ont contribué aux efforts des Ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique afin de renforcer les capacités des populations et des communautés les plus vulnérables grâce à l'augmentation de la production agrosylvopastorale et halieutique, y compris dans les zones affectées par les conflits et les catastrophes. Les interventions menées ont permis la restauration de 43 155 ha des terres dégradées soit 80% de la cible annuelle à travers des aménagements antiérosifs et des ouvrages de conservation des eaux et du sol (Zaïs, demi-lunes agricoles et forestières,), la régénération naturelle assistée (RNA), la lutte contre les plantes envahissantes, ainsi que la fixation des dunes. Environ 1020 ha des terres irriguées mis en valeur grâce à l'appui en semences maraichères, céréalières et de légumineuses.

► Dans cadre de l'appui aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations et communautés les plus vulnérables, particulièrement les personnes avec des besoins spécifiques (notamment les femmes enceintes/allaitantes [FEFA] et enfants de moins de 5 ans), les agences des Nations Unies ont apporté une assistance contribuant à couvrir lesdits besoins à hauteur de 66,71 % sur les prévisions annuelle des populations en insécurité alimentaire aiguë soit 916245 personnes,

¹ Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes





complétant ainsi la réponse apportée par l'État via le Dispositif National de Prévention et Gestion de Crises Alimentaires (DNP-GCA). En outre, les agences ont contribué à l'appui pour la production locale des farines fortifiées destinées aux réponses d'urgence. Les interventions ont également porté sur la prévention de la malnutrition, la prise en charge nutritionnelle et médicale de la malnutrition aiguë sévère (MAS), la supplémentation de la nutritionnelle pour les cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les enfants et les femmes enceintes/allaitantes, ainsi qu'à la promotion des foyers de récupération nutritionnelle (FARN) qui ont joué un rôle important dans la prévention de la malnutrition sur la base d'aliments locaux au profit des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 5 ans.

► Dans le cadre de l'accès aux énergies renouvelables ou durables pour les populations vulnérables des zones ciblées, 10 932 ménages ont été appuyés sur l'utilisation des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique) et 72 982 ménages (soit plus de 100% de la cible annuelle) ont bénéficié d'un accès à l'énergie propre dans les zones rurales et péri-urbaines. Ces ménages ont été soutenus pour améliorer la sécurité énergétique et alimentaire avec des technologies propres hors réseau de distribution étatique pour la cuisine (préparation des repas) et l'éclairage domestique. Cela a également permis de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des femmes bénéficiaires tout en contribuant leur autonomie financière grâce aux bénéfices de l'exploitation des énergies renouvelables. Soit un taux de réalisation de de 137% de la cible annuelle.

► En matière d'autonomisation et de résilience économique des femmes et filles rurales face aux crises, au total 43 104 ménages (dont 5045 mé-

nages sinistrés dirigés par des femmes) et 499 groupements et Unions d'intérêt économique. Cet appui a permis à 318 108 personnes dont 109 744 femmes d'assurer leur sécurité alimentaire et de renforcer leur pouvoir économique. Les activités menées relèvent de la production agricole, la dotation en intrants et matériels agricoles, dotation de 5 634 kits d'AGR, alimentaires et sanitaires, 18 forages maraichers équipés d'énergie, de cash transferts. Ces appuis ont contribué à rehausser le leadership des femmes, leur pouvoir économique renforçant leur accès et contrôle aux ressources productives ainsi que leur influence aux prises de décisions.

► Dans le cadre de l'assistance aux institutions en matière de planification et d'aménagement du milieu rural, urbain et péri urbain, il y a eu notamment l'appui à l'élaboration du Cadre d'Actions pour la Résilience Urbaine (CARU) de la ville de Tillabéri qui a bénéficié de la mise en oeuvre de l'outil «City Resilience Action Planning Tool» (CityRAP). Celui-ci s'est soldé par un plan décennal (2024-2034), à l'intention des autorités municipales, identifiant des actions prioritaires pour la résilience de leur ville et visant à sauvegarder les moyens de subsistance de plus de 73 158 habitants face aux catastrophes, dans une approche participative ayant impliqué plus de 1000 membres de la communauté locale, particulièrement ceux des quartiers identifiés comme étant les plus vulnérables que sont Toula et Kabia.

► Dans le cadre de l'accès des femmes et jeunes et leurs associations au financement public et privés, Une ligne garantie de 35 millions USD a été acquise auprès du Fonds de Solidarité Africaine (FSA) en collaboration avec le Gouvernement, 9 Banques commerciales et les institutions financières nationales pour faciliter l'accès aux crédits des femmes et des jeunes. Cette initiative vise à soutenir leur autonomisation économique et accélérer l'amélioration de leurs conditions de vie. Durant cette année, ONU Femmes sur la base de sa note de plaidoyer en faveur des achats d'urgence, et en collaboration avec les Ministères de l'Artisanat et du Tourisme et de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, 34 000 000 Fcfa ont été affectés aux achats auprès des femmes commerçantes, artisanes et transformatrices représentant 56% du budget total destiné à cette opération.



©PAM NIGER

Stimuler la production agricole pour multiplier les opportunités pour les communautés

Dans le village de Sarkin Hatsi, au sud du Niger, Sa'a Moussa observe avec fierté les camions venir récupérer la récolte de sa coopérative exclusivement féminine. Autrefois soumises aux caprices d'un climat imprévisible, ces femmes ont dû s'adapter à des saisons de plus en plus instables, où sécheresses et pluies tardives menacent leur production. La désertification avance et les terres fertiles disparaissent, fragilisant la sécurité alimentaire et poussant de nombreux hommes à migrer, laissant derrière eux des familles vulnérables. Face à ces défis, une collaboration entre le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le gouvernement nigérien et les organisations locales a permis d'accompagner ces petites exploitantes agricoles dans leur quête d'autonomie. Grâce aux formations, à l'accès aux semences améliorées et aux nouvelles techniques

de conservation, leur production a triplé, offrant non seulement une meilleure sécurité alimentaire aux familles, mais aussi une source de revenus durable.

Cette transformation dépasse le simple cadre agricole : elle dynamise l'économie locale et renforce la résilience des communautés. Avec leurs excédents, les productrices peuvent désormais vendre leur récolte sur les marchés, signer des contrats avec le gouvernement et même approvisionner les cantines scolaires, garantissant ainsi une alimentation saine et locale aux enfants. « Nos familles peuvent enfin se nourrir correctement, rêver à nouveau et envisager un avenir meilleur », confie Sa'a Moussa. En soutenant ces agriculteurs à petite échelle, le PAM ne se contente pas de répondre à une urgence alimentaire : il participe à un changement structurel qui stabilise les communautés et les aide à reprendre en main leur destin. Cette approche holistique, mêlant formation, accès aux marchés et autonomisation, offre un modèle de résilience face aux crises climatiques et économiques, prouvant que le développement durable repose avant tout sur le renforcement des capacités locales.



©FAO NIGER

Soumana devenu résilient grâce à la FAO

Aminou Soumana, agriculteur de Fabidji dans la région de Dosso, âgé de 47 ans, marié à 3 femmes et père de 10 enfants est devenu résilient grâce aux appuis de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ayant quitté l'université de Niamey en 2001 en 2ème année de droit, il est rentré au village où il s'est investi dans l'agriculture.

A l'époque, la production agricole de Soumana ne dépassait guère les 40 bottes équivalentes à 600 kg. « Je n'avais pas accès aux semences de qualité, comme tous les autres producteurs de mon village, pour booster ma production agricole. Je me contentais de celles disponibles sur les marchés locaux » a-t-il expliqué.

C'est difficilement qu'il arrivait à subvenir aux besoins de sa famille. Dans sa recherche à combler le gap alimentaire chaque année, il était contraint d'abandonner son village pour se rendre dans des pays voisins. « Je ne suis pas parvenu à gagner véritablement les moyens à la hauteur de mes attentes. »

Mais, depuis trois ans que la FAO a démarré ses appuis dont il est un des bénéficiaires en 2024, Soumana a pu obtenir les semences résilientes et de qualité pour produire durant la campagne pluviale.

Avec l'appui de la FAO, la production céréalière de Soumana passe à 70 bottes soit 1 000 kg pour le mil et 750 kg pour le niébé dans son espace d'exploitation d'un hectare et demi. Cet appui de la FAO s'est fait dans le cadre de la mise en œuvre du programme « accélérer le progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales » financé par la Norvège et la Suède.

Pendant la saison des cultures irriguées, il produit du niébé et se sert de ses fanes pour nourrir durant deux mois son troupeau d'animaux. En 2024, il s'est procuré, avec le soutien de la FAO, des semences de laitue, de la pomme de terre et de moringa en dehors de semences pluviales. Au cours de la période de soudure ou de précarité, il recourt aux produits maraîchers comme les feuilles de moringa associées à la farine de mil, de sorgho ou de maïs pour assurer l'alimentation de sa famille. Ainsi, « je consacre entièrement ma force de travail à la production et récolte mieux ».

La diversification de sa production a permis à Soumana, non seulement de varier l'alimentation de sa famille, mais aussi et surtout de générer beaucoup de profits. Dans son activité, il a pu s'acheter deux petits ruminants. « Dieu merci, aujourd'hui, je suis devenu résilient au point de n'avoir plus besoin d'un quelconque soutien pour prendre en charge ma famille ».

Avec l'assistance de la FAO, Soumana affirme avoir accumulé des connaissances pratiques utiles en matière d'agriculture et d'élevage pour poursuivre et renforcer sa production. Il se voit dans les cinq prochaines années être un entrepreneur agricole capable de labourer des vastes étendues de terre à travers la mécanisation. Son ambition est de ramener les jeunes à la terre considérée comme étant « un véritable moyen d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnel des ménages dans les zones rurales ».

Ce genre d'ambition au Niger, la FAO le soutient à travers les semences irriguées et pluviales, le renforcement des capacités techniques sur les itinéraires techniques agricoles, le cash plus semences, la régénération naturelle assistée, les engrais, les aliments pour bétail, le système de la petite irrigation, les champs écoles agropastoraux, les clubs d'écoute Dimitra, les caisses de résilience, etc.

Ce type d'appui de la FAO entre dans le cadre des multiples efforts de l'organisation à soutenir la transition vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables afin d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, en ne laissant personne de côté. Un tel appui contribue à l'atteinte des Objectifs de Développement Durables notamment les ODD 1, 2 et 12 qui portent respectivement sur « pas de pauvreté », « faim zéro » et « consommation et production responsable ».

Droits Humains

1

Le Système des Nations Unies continue d'appuyer les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'homme, permettant au Niger d'améliorer sa coopération avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme. Ainsi le 30 janvier 2024 le Niger a présenté avec succès son 5ème rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) ce qui lui a permis de se mettre à jour de ses obligations vis-à-vis du comité CEDEF, le dernier rapport périodique du Niger ayant été examiné en juillet 2017. Ce résultat contribue à l'atteinte de l'ODD 16 en particulier les cibles ODD 16.3 et 16.6.

2

Dans le même ordre d'idées, le Système des Nations Unies a apporté un appui technique au Gouvernement pour l'élaboration des 2ème rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention contre la Torture (CAT) et de la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs Migrants (CMW). Tous ces efforts permettent au Niger d'honorer ses engagements internationaux en matière des droits de l'homme et de rattraper les retards accusés dans la soumission des rapports aux organes des traités. Ce résultat contribue à l'atteinte de l'ODD 16 en particulier les cibles ODD 16.3 et 16.6.

3

En outre, le Système des Nations Unies a renforcé les capacités de 27 personnes (7 femmes et 20 hommes) magistrats, représentants de l'Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) et acteurs des OSC sur les mesures de protection judiciaire des victimes et témoins de violations des droits de l'homme impliquant des agents des forces de défense et de sécurité. Ces actions visent à contribuer à renforcer les mécanismes de redevabilité et faciliter l'accès des victimes aux voies de recours en cas de violations de leurs droits. Ce résultat contribue à l'atteinte de l'ODD 16 en p

4

Le Système des Nations a élaboré un guide pratique des détenus axé sur les droits de l'homme conformément au droit nigérien à l'usage des détenus et du personnel pénitentiaire et a également formé 109 agents de l'administration pénitentiaire, dont 12 femmes, sur le cadre juridique international et national relatif aux droits des détenus afin de prévenir la torture et les autres mauvais traitements dans les lieux de détention. Ces actions ont contribué à une meilleure compréhension et application des normes en matière de droits de l'homme au sein des institutions judiciaires, en particulier dans l'administration pénitentiaire et les unités d'enquête de la police judiciaire contribuant ainsi à améliorer les conditions de détention et le respect des droits des prisonniers. Ce résultat contribue à l'atteinte de l'ODD 16 en particulier la cible ODD 16.3.

5

Le système des Nations Unies a également appuyé le gouvernement du Niger à la dynamisation du dispositif de coordination humanitaire à être plus opérationnel et inclusif en à travers le renforcement du Groupe Thématique Genre et Action Humanitaire et mis en place quatre coordinations régionales (Diffa, Maradi, Tahoua, Niamey). Ces groupes réunissent chaque mois environ 29 organisations nationales et 90 régionales, renforçant l'expertise locale et intégrant les priorités genre dans la réponse humanitaire. Aussi plus de 120 acteurs humanitaires ont été outillés sur les principes d'intégration du genre dans la réponse d'urgence

6

L'adoption d'une stratégie d'achats locaux auprès des femmes transformatrices, avec l'appui de ONU Femmes au ministère de l'Artisanat dans le cadre de la réponse aux inondations avec comme effet immédiat la révision de l'arrêté du comité national de gestion des risques et catastrophes présidé par le Premier Ministre pour garantir une représentation des femmes transformatrices et entrepreneurs. Ces actions ont également renforcé l'accès des femmes aux marchés publics et amélioré leur inclusion dans les mécanismes décisionnels.

Domaines transversaux :
Leave No one Behind -
Équité du genre – Droits humains

« De la mendicité à l'autonomie : l'émancipation des femmes handicapées de Maradi »

Dans les zones rurales du Niger, une métamorphose discrète mais profonde s'opère. L'instruction et le savoir prennent une dimension transformative pour les femmes, devenant un pont vers l'émancipation, l'indépendance et l'accès à des opportunités nouvelles.

À Maradi, au Niger, la vie des femmes en situation de handicap fut longtemps et très souvent marquée par l'exclusion et la mendicité. Reléguées aux marges de la société, elles arpentent les carrefours, un récipient à la main espérant quelques pièces pour survivre. Mais en 2024, une lueur d'espoir a émergé.



©PNUD NIGER

Badaria, 38 ans, jeune femme sourde, se souvient : « Je mendiais depuis des années, honteuse mais résignée. Un jour, j'ai croisé le regard d'une formatrice du FONAF. Elle m'a dit : "Tu as en toi le pouvoir de changer ta vie." Ces mots ont tout bouleversé. »

En Octobre 2024, le PNUD Niger a formé 622 femmes rurales, dont 32 handicapées, aux techniques de teinture et transformation alimentaire.

Grâce au programme d'autonomisation inclusive en partenariat avec le FONAF (Forum National pour l'Autonomisation des Femmes), ces femmes ont reçu des formations en teinture locale, transformation de céréales et micro-entrepreneuriat. En plus de ces compétences, elles ont obtenu des subventions pour lancer leurs activités.

Badaria témoigne : « Aujourd'hui, je fabrique des tissus teintés avec mes propres motifs si uniques, et je produis de la farine infantile enrichie avec des céréales de Maradi. Grâce à la formation et à la subvention de 150 000F que j'ai reçue, je fructifie mes revenus et nourris ma famille ». Elle forme à son tour d'autres femmes handicapées, leur déclarant avec conviction : « Je n'imaginais pas être utile à la société et gagner mon propre argent. Une personne handicapée est seulement celle qui ne veut rien faire avec sa tête, ses pieds et ses dix doigts. »

Baraka, une autre bénéficiaire handicapée, raconte : « J'ai appris à transformer diverses céréales en couscous, à teindre des tissus avec mes créations, et à gérer une microentreprise. Je me sens renaître en 2024 ! »

Elle ajoute, « Avant, je traînais ma bosse aux carrefours, désespérée. À présent, je retourne encore aux carrefours où je mendiais autrefois, non plus pour demander l'aumône mais pour y écouler mes produits. Chaque vente est une victoire, une preuve que je peux être utile. »

Autrefois invisibles, ces femmes en situation d'handicap, se sont constituées en groupes d'entraide à Maradi et forment à leur tour, leurs paires dans les villages d'Aguié et Badaguichiri. Unies au sein des groupements, elles transforment leur vulnérabilité en force collective, démontrant qu'avec les compétences appropriées, tout destin peut se réinventer.

Elles vendent désormais leurs produits sur les marchés et lors de cérémonies de mariage à Maradi. Leur prochaine étape ? Formaliser leurs activités et mettre fin à la mendicité pour de bon.

L'histoire de ces femmes handicapées et mendiante témoigne avec force que l'espoir et la dignité peuvent renaître, même auprès des populations les plus vulnérables, lorsque l'aide au développement s'aligne sur leurs besoins intrinsèques.

Le parcours résilient des femmes déplacées de Tingara

Après avoir fui l'horreur d'une attaque en février 2019, Mamou Hassimi, Haoua Issaka et des centaines d'autres femmes ont trouvé refuge à Tadress, en périphérie de Tillabéri. Elles sont arrivées démunies, après des jours de marche, avec pour seules ressources leur courage et l'espoir d'un avenir plus sûr. Accueillies avec une aide d'urgence, leur survie immédiate a été assurée, mais leur dignité et leur autonomie restaient à reconstruire. C'est là que l'ONG JAAD est intervenue, leur offrant bien plus qu'une assistance : une opportunité de rebâtir leur vie. Grâce à des formations en transformation alimentaire et en fabrication de savon, ces femmes

ont acquis des compétences leur permettant de subvenir à leurs besoins, d'assurer l'éducation de leurs enfants et de renforcer leur estime de soi. Mais au-delà des apprentissages techniques, c'est une véritable dynamique de solidarité qui s'est installée : les femmes déplacées et celles de la communauté hôte ont uni leurs forces, partageant savoirs et expériences, et bâtissant ensemble un réseau de résilience fondé sur la cohésion sociale.

L'impact de cet accompagnement s'est illustré en 2025, lorsque plusieurs d'entre elles ont participé à la foire agropastorale et halieutique « Sahel Niger

2025 » à Niamey. Cette première immersion sur une scène nationale a été une révélation : elles n'étaient plus de simples survivantes, mais des actrices économiques reconnues. Revenues de cet événement avec une ambition renouvelée, elles ont compris l'importance d'améliorer la qualité de leurs produits pour conquérir de nouveaux marchés. Leur histoire est celle d'un combat contre l'adversité, porté par la solidarité et l'accès aux opportunités. Ce parcours exemplaire démontre qu'avec un accompagnement adapté, même les plus vulnérables peuvent reprendre en main leur destin, contribuant ainsi au développement économique et social de leur pays.



2.3. Défis et opportunités dans la mise en œuvre de la réforme : Cohérence (interne et externe), efficacité et efficience des Nations unies dans le Pays

Le contexte géopolitique et sécuritaire actuel dans la sous-région avec la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), a eu un impact sur les relations entre les États transfrontaliers, fragilisant ainsi la coopération sécuritaire, commerciale et économique. Cette situation a eu des répercussions sur la mise en œuvre de certains projets et programmes en augmentant les coûts opérationnels liés à la sécurité (frais d'escorte obligatoire), l'accès à certaines expertises internationales, la faiblesse de l'approvisionnement de certains produits ou services au niveau local. Il faut en outre signaler que le maintien de la suspension des appuis de certains bailleurs de fonds suite au changement anticonstitutionnel du 26 juillet 2023 affecte la mise en œuvre de certaines interventions. L'insuffisance de ressources financières a entraîné d'importants retards et a empêché le lancement de nouvelles activités visant à répondre de manière durable et intégrée aux besoins essentiels des communautés. Face à cette situation, le SNU a renforcé l'approche communautaire et inclusive ayant permis aux populations de

participer activement à la consolidation des acquis, contribuant ainsi à garantir la durabilité des investissements déjà acquis.

Suite au changement anticonstitutionnel du 26 juillet 2023, les relations entre les nouvelles autorités et le système des Nations Unies étaient initialement tendues. Cependant avec le passage des missions de haut-niveau et la communication renforcée au sein du système.

En 2025, le système des Nations Unies va continuer sur cette lancée pour non seulement renforcer sa communication dans un contexte certes sensible mais amélioré. Avec la nomination de la nouvelle coordinatrice résidente en Septembre 2024, les Nations Unies continuent de renforcer la communication en son sein en organisant des town-hall quand cela est nécessaire, mais aussi en optant pour une transparence totale dans ses relations avec les autorités ; ce qui contribue à restaurer graduellement la confiance.



3

Vue globale sur les ressources financières et la mobilisation des ressources

Après une année 2023 difficile avec la suspension des appuis au pays suite au changement anticonstitutionnel du 26 juillet 2023, les montant mobilisés par les agences des Nations Unies au Niger ont connu une hausse en 2024. A titre illustratif, les agences suivantes suivantes ont connu une augmentation des ressources mobilisées en 2024 par rapport à 2023 : UNOPS, PNUD, OIM, PAM et UNHCR.

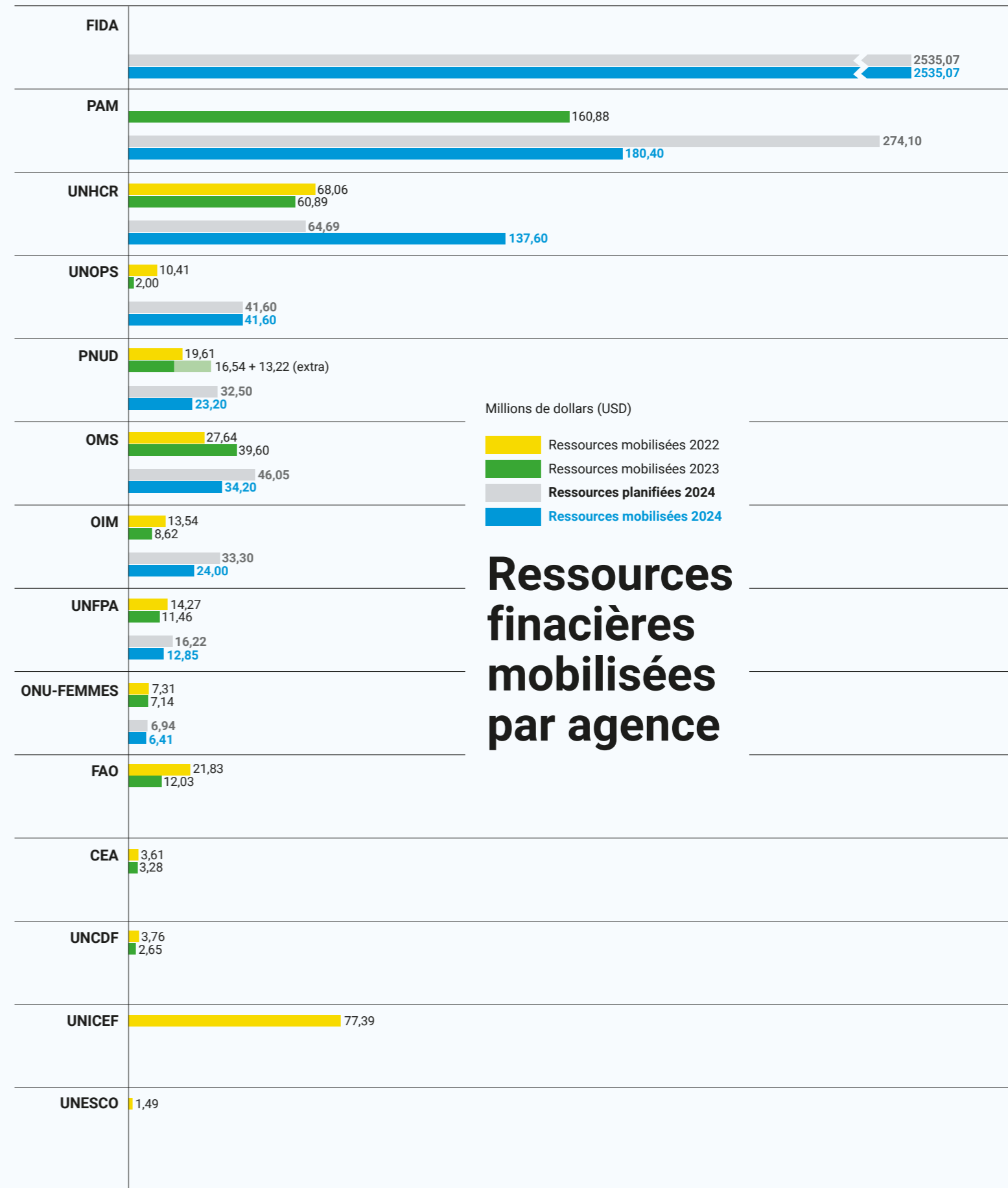
Les ressources planifiées correspondent aux ressources mobilisées pour les agences suivantes : FIDA et UNOPS.

Les ressources mobilisées sont en-déçà des ressources planifiées pour les agences suivantes : PNUD, PAM, UNHCR et OIM

Il faut signaler que les institutions financières internationales ont repris pleinement leurs activités avec le Niger, notamment la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI).

Après la sixième revue sous le programme de la Facilité Elargie de crédit and la seconde revue de résilience et durabilité, le Niger a bénéficié de financements additionnels du FMI en Novembre 2024.

©ONU NIGER



Ressources financières mobilisées par agence

4 Leçons apprises et perspectives pour l'année 2024



Perspectives

Avec la levée des sanctions économiques, commerciales et financières, le Niger connaît une relative amélioration de sa situation économique, offrant des perspectives favorables. Toutefois, les défis sécuritaires, climatiques et humanitaires demeurent des préoccupations majeures, nécessitant des réponses adaptées et concertées.

Les relations entre le Système des Nations Unies et les autorités nigériennes ont connu une nette amélioration en 2024 par rapport à la fin de l'année 2023. Cependant, l'incident survenu le 10 août 2024, lié à une communication erronée référencée N° 000636/MISP/AT/SG/DGAT/DD, illustre l'importance de renforcer la coordination et la communication avec les autorités. Bien que cet incident ait été résolu, il met en évidence la nécessité d'utiliser à la fois les canaux officiels et informels afin d'assurer une meilleure compréhension et fluidité dans les échanges,

L'année 2024 a également souligné l'importance de la mise en place d'un cadre de dialogue stratégique entre les acteurs humanitaires et du développement. Ce cadre permettrait d'identifier des solutions durables à des problématiques majeures, telles que l'imposition d'escortes armées aux acteurs humanitaires. Il offrirait également une plateforme pour renforcer la collaboration entre les Nations Unies, les autorités nationales et les populations nigériennes, afin d'appuyer efficacement les efforts de développement du pays.

L'élaboration de programmes phares en partenariat avec les autorités nigériennes constitue un modèle de coopération exemplaire. Cette approche collaborative garantit une mise en œuvre transparente et respectueuse de la souveraineté nationale, tout en maximisant l'impact sur les populations cibles. Sous le leadership de la nouvelle coordonnatrice résidente, le Système des Nations Unies poursuivra ses efforts pour renforcer cette coopération, en vue d'accompagner le Niger dans l'atteinte de ses Objectifs de Développement

5 Conclusion et perspectives pour l'année 2025

La levée des sanctions de la CEDEAO en 2024 a grandement contribué à soulager le Niger, favorisant un apaisement des tensions initiales avec la communauté internationale, y compris le Système des Nations Unies. Dans ce contexte plus stable, le Plan-cadre de Coopération (PCC) 2023-2027 a pu être mis en œuvre avec davantage de sérénité qu'à la fin de l'année 2023. Les visites de haut niveau, notamment celle de la Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Madame Amina Mohammed, en juillet, et celles des directeurs régionaux en juin 2024, ont joué un rôle clé dans le renforcement du dialogue avec les autorités nigériennes. La nomination en septembre 2024 de la nouvelle Coordonnatrice résidente a également contribué à consolider cette confiance renouvelée.

Bien que les financements aient connu une hausse en 2024 par rapport à 2023, l'évolution du paysage politique et économique dans plusieurs pays donateurs, notamment la réduction des fonds alloués au développement, pourrait avoir des répercussions significatives sur les programmes des Nations Unies au Niger en 2025. Cette situation risque d'affecter l'atteinte de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier :

Sur le plan programmatique, la prolongation du Plan-cadre de Coopération, initialement aligné sur les priorités du Plan de Développement Économique et Social (PDES), a permis de maintenir une continuité des interventions. Cependant, l'attente de l'adoption du nouveau cadre stratégique national, le Programme de Résilience de la Sauvegarde de la Patrie (PRSP), représente un défi pour la planification des agences des Nations Unies et des autres partenaires techniques et financiers.

Malgré ces incertitudes, l'année 2025 s'annonce sous de bons auspices, avec l'organisation des asises nationales qui définiront la feuille de route du gouvernement dirigé par le Général Abdourahamane Tiani et le CNSP. De plus, le lancement des programmes phares offrira une opportunité stratégique pour renforcer la mobilisation des ressources en faveur du Niger et poursuivre les efforts de développement et d'assistance aux populations.



Acronymes

AGR	Activités génératrices de revenus
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CCM	Cadre de Concertation des Migrations
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CNSP	Conseil National pour la sauvegarde de la Patrie
COP	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Sommet de Rio en 1992)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
INS	Institut National de la Statistique
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
ONUFemmes	Organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
PAM	Programme alimentaire mondial
PDES	Plan de Développement Économique et Social
PECP	Prise en charge pédiatrique
PIB	Produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour le Développement (UNDAF en Anglais)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRSP	Programme de résilience pour la sauvegarde de la patrie
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
SNU	Système des Nations Unies
UA	Union Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNCDF	Fonds des Nations Unies pour l'accès aux capitaux publics et privés
USD	Dollars des États Unis
VBG	Violence basée sur le genre
VNU	Volontaire des Nations unies
ZLEC	Zone de libre-échange continental africaine



Rapport de L'équipe Pays 2024



NATIONS UNIES
NIGER

